



Subventions déguisées p. 3

Recherche et développement: de gros sous publics sous contrôle privé.



Élections fédérales p. 4

Paul Martin et Labatt Bleue, même combat pour saouler l'opinion publique.



Humour p. 8

Avant l'ère des humoristes, le rire était pris au sérieux au Québec.

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 7 • n° 09

Juin 2004

3,50 \$



Les recettes indigestes du chef

Chez Ti-Paul Snack-bar

LE CHEF TI-PAUL MARTIN a une longue expérience dans la tambouille politique fédérale et il sait comment gagner une élection en cinq coups de cuillère à pot. Il a bien appris, lui qui fut sous-chef de Jean l'Empoisonneur, lequel avait lui-même longuement cuisiné avec un dénommé PET (c'est dire l'arôme des plats).

d'invités faire-valoir: c'est de la foutaise mais ça fait toujours son petit effet.

3. À propos des coquerelles et des excréments de rongeurs que l'inspecteur de la santé publique a trouvés dans votre établissement: sacrifiez deux ou trois obscurs gâte-sauces et congéliez-les à grands coups de pied au cul en vous montrant intraitable. Quand on vous dira que ces gens ne

faisaient que répondre aux demandes

le sophisme aux oreilles de *crisse*. Et il a beaucoup d'amis.

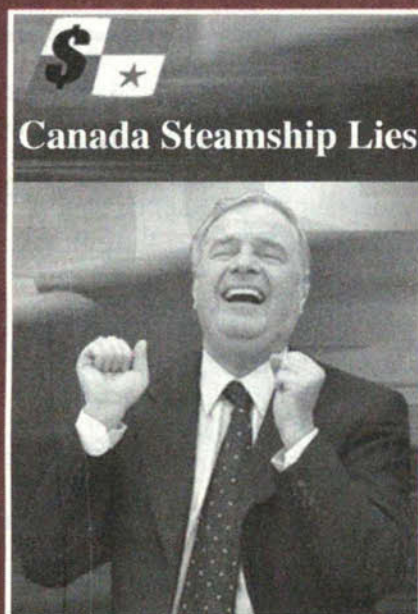
5. Pour le service des plats fourrés, organisez-vous pour avoir des élections au moment où tout le monde s'en fout. Le temps des fêtes ou le début de la saison estivale sont de bonnes idées. En ces temps de l'année, vous êtes certain de n'avoir que votre clientèle habituelle: les vieux qui viennent prendre un café chez vous par habitude, les grands bonzes de la phynance qui viennent siroter leur liqueur préférée en faisant des *jokes* de secrétaires, les fiscalistes des paradis fiscaux que vous fréquentez et les vieilles jeunes vedettes presque finies.

Grâce à cette vieille recette, Martin le PDG, celui qui ne sait rien, n'a rien vu et de toutes façons n'était pas là, réussira probablement à extorquer un gouvernement majoritaire. Pourtant sa table d'hôte est immonde. Tout le monde y a goûté, et beaucoup ont souffert d'indigestion. Il suffit de s'informer et parfois seulement de s'en souvenir.

Rappelons qu'en tant qu'homme d'affaires Paul Martin a été propriétaire de Canada Steamship Lines (CSL), une compagnie qui a accumulé les pratiques douteuses: pavillons de complaisance, conditions de travail en deçà des normes canadiennes, paradis fiscaux, mesures anti-syndicales, pollution, etc. Rappelons aussi qu'en tant qu'homme politique, c'est lui qui a renié le programme même qu'il avait écrit (le livre rouge), sacrifié les services sociaux sur l'autel de sa croisade contre le déficit, volé 42 milliards \$ à la caisse de l'assurance-emploi et 15 milliards \$ au surplus de la caisse de retraite des fonctionnaires fédéraux, axé la politique canadienne sur le commerce avec les États-Unis et cautionné le programme des commandites, quoi qu'on dise officiellement.

Alors, aux prochaines élections, refusez les boissons soporifiques qu'on vous offrira et sachez dire « n'en mettez plus, la coupe est pleine ». Au pire, vous pouvez bien voter pour les nouveaux baronnets (le Bloc lave plus propre) ou alors les éternels assis entre deux pays du NPD. Le Parti Marijuana et les Verts ont aussi leur attrait pour signifier votre dégoût du menu proposé par T-Paul.

LE COUAC



Pour connaître les saveurs artificielles que le Chef Paul Martin mets dans ses plats malodorants plusieurs nutritionnistes ont fait un travail minutieux d'analyse dans:

des livres:

Paul Martin & compagnies, de Alain Deneault, publié dans la collection Partis pris chez VLB (voir notre recension p. 4)

Paul Martin, un PDG à la barre, de Murray Dobbin, publié chez Écosociété

des sites Internet:

www.canadasteamshiplies.ca, site de militants libertaires qui expliquent les menées de Martin;

www.drapeauavendre.ca, site du NPD axé sur les pavillons de complaisance des bateaux de Martin;

www.paulmartintime.ca, pastiche du site du parti Libéral du Canada sur Martin;

des films:

En attendant Martin, de Magnus Isacson and Sophia Southam (<http://www.enattendantmartin.ca/>)

Le Vol de la Caisse, d'Éric Michaud



D'ailleurs, sur le site Internet du PLC, on indique que le plat préféré de Ti-Paul est le macaroni Kraft, c'est vous dire:

1. D'abord, profitez de la confusion des débuts de règne. Stephen le Redneck et Jack le Drabe découvriront bientôt le goût amer de ce grand classique de la malbouffe libérale. Ils viennent de se faire élire chefs de leur parti. Ils n'ont pas de programme électoral clair. Leurs troupes ne sont pas encore *al dente*. Envoyez-leur donc une petite élection rapide derrière la cravate et regardez-les s'étouffer.

2. Arrosez copieusement de sauce pimentée les plats des clients qui ne semblent pas vouloir quitter la table et qui critiquent la propreté de vos cuisines. Gilles l'Homme-aux-yeux-globuleux, par exemple. Traitez-les de pique-assiette, de chiens jappeurs qui ramassent les restes,

de vos cuistots, toujours en place, répondez invariablement que « cette histoire est derrière nous maintenant ». Rajoutez que « Allons droit devant avec l'équipe Martin » ne semble pas une bonne idée et peut prêter à confusion: avec l'héritage que le PLC trimballe, il serait peut-être temps de changer de voie.

4. Engagez un maître-queux qui prétendra renouveler votre carte en y inscrivant des mets du terroir. S'il connaît bien le peuple et vos recettes, il ne fera que rectifier l'assaisonnement, en ajoutant quelques gouttes de sirop d'érable ici et là, pour donner un saveur locale à vos plats. À ce titre, Jean Lapierre est un excellent choix, lui qui a dit un jour « Faire de la politique quand on est pauvre, c'est faire de la pauvre politique ». Jeannot maîtrise bien la tourtière rhétorique et

Penser aux Irakiens

LA GUERRE D'IRAK peut et doit se comprendre en termes humains, dramatiques, empathiques, où apparaissent la vérité même, la crudité insupportable de l'événement et de ses suites, la misère de ses victimes. Mais le conquérant présente ce conflit comme une abstraction politique et militaire où s'évanouit la conscience de la tragique réalité vécue. Cette représentation abstraite des choses est le lieu même des mensonges officiels des États qui y ont recours, USA et Grande-Bretagne principalement. Car, dans l'abstraction, on n'a qu'à remplacer des mots par d'autres, aisément mensongers: par exemple, agression par croisade, empire par démocratie, résistant par terroriste, etc., par où la réalité disparaît.

Il existe un antidote contre cette propagande insupportable: c'est, chaque jour, de penser aux Irakiens eux-mêmes, dépourvus, misérables en si grand nombre, et de mettre cela dans la balance. Cette approche fait voler en éclats le verbiage « démocratique » de Bush.

La vraie vérité dans toute cette histoire, c'est la condition lamentable des Irakiens et la suite des malheurs que cette guerre n'aura jamais fini d'engendrer, comme on le voit de plus en plus.

On n'a pas fini de suivre les conséquences en cascade de l'invasion du Moyen-Orient par les États-Unis. Elles ne cessent de se manifester. Attentats, répressions,

torture systématique de prisonniers, et cette horreur, la plus récente à l'heure où j'écris: la décapitation d'un jeune Étatsunien, parmi d'autres violences, celles de l'occupant, celles des résistants.

Bush et Blair sont maintenant connus universellement comme des menteurs. De grandes conséquences ont découlé de leurs mensonges. Des milliers de morts, presque tous des civils. Des soldats étatsuniens, morts aussi. L'extrême désorganisation d'un pays. Enfin le terrorisme aggravé, ce qui est bien le comble! Bush traîne tout cela après lui.

Le dossier est chargé. Il s'étoffe chaque semaine, au point où, fin avril, début mai, d'ex-diplomates anglais puis américains ont stigmatisé collectivement les initiatives de leurs pays respectifs. A-t-on jamais vu qu'une magistrature, fût-elle à la retraite, se soit élevée contre le pouvoir, ne disant pas autre chose alors que ce que dit la rue?

Ce qui avait fortement contribué à mettre un terme à la guerre du Vietnam, dans les années 1970, c'est le scandale. Particulièrement la connaissance, chez les masses étatsuniennes, des violences des armées sur les populations.

C'est un peu la même situation présentement. Le scandale n'en finit plus de s'étaler. Et puis, ce que nous

voions se dérouler, ce n'est pas la fin d'une guerre. C'est une situation trouble annonçant des problèmes géopolitiques nouveaux de très vaste envergure: les relations conflictuelles éventuelles entre les puissances et, d'autre part, l'aggravation du terrorisme et non son atténuation. Voilà qui est bien différent de ce qu'on avait prévu. Rien n'est réglé. Bien au contraire. *Tout commence plutôt*. C'est complètement déroutant.


Voyez l'extrême gâchis. Voyez les méfaits sur les populations mêmes. Cela nous remet dans une juste vision de l'événement. C'est par là qu'il faut passer si l'on veut entendre quelque chose de véritable et de significatif sur la guerre d'Irak.

Aborder la question par ce bout-là, c'est le moyen de n'en éluder ni le sens, ni les leçons, comme de n'en pas oublier les responsables et encore moins le degré inouï de leur responsabilité. C'est là qu'il faut attendre les Bush, Rumsfeld, Cheney, Rice, Perle, Wolfowitz, etc. Il faut que ce soit sur le terrain, parmi la population éprouvée, sans quoi l'on risque de ne guère entendre que les discours torus de ces politiciens d'égérie. Ils ne peuvent affronter réellement les conséquences affreuses dont ils sont et ne cesseront pas d'être les causes. Ce sont des coupables.

PIERRE VADEBONCOEUR



ET SI MOHAMED C'ÉTAIT VOUS ?



Faire un don pour la défense de Mohamed en faisant un chèque au Fonds Mohamed Cherfi et en le faisant parvenir à

Maison Ludger Duvernay
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)
H2X 1X3

Télécopier une déclaration aux décideurs que vous trouverez sur le site (www.mohamedcherfi.org) et leur téléphoner pour faire le suivi.

COURRIER DES LECTEURS

En plus c'est un hostie de malade

Le mois dernier, on a appris que le très honorable Popaul avait, grâce à son statut de millionnaire, évité les listes d'attentes des hôpitaux et profité des services des cliniques privées, au même moment où il empêchait ses ministres de même penser à approuver publiquement cette pratique pourtant répandue «a mari usque ad marde».

Mais tout ça n'est pas le plus inquiétant. Évidemment, que le très honorable Popaul soit un hostie de crosseur, voleur, menteur, magouilleur et profiteur, il n'y a rien là-dedans qui nous surprenne et qui soit vraiment nouveau. Non, ce qu'il faut retenir de cette nouvelle qui nous révélait que le très honorable Popaul fréquentait les cliniques médicales privées, c'est qu'en plus le très honorable Popaul est sans doute aussi un hostie de malade. Et c'est quoi sa maladie à Popaul? Pourquoi n'y a-t-il aucun journaliste qui a pensé fouiller ça? Ou'est-ce qu'on nous cache?

Or, on est maintenant en pleine période électorale afin de choisir celui qui va gouverner le plus beau pays du monde pour à peu près le reste de la décennie. C'est quand même important. Évidemment, voter pour un hostie de crosseur, voleur, profiteur, magouilleur et menteur ce n'est pas grave, on est habitué, mais un hostie de malade c'est une autre affaire, ça peut avoir des conséquences. Tout à coup Popaul se faisait élire et décédait quelques mois après, que ferait-on? Serait-on encore pris avec un premier ministre illégitime car seulement élu par les membres du parti libéral comme l'est actuellement notre très honorable ancien armateur? Ou devrions-nous assumer le coût énorme d'une nouvelle campagne électorale? Pire! Tout à coup la prostate du très honorable pétaït une coche en plein milieu de la présente campagne... en plus de faire de la peine à Bono, ça fuckerait tous les sondeurs autant que les électeurs indécis. Imaginez-vous s'il crevait en plein débat électoral en direct sur toutes les chaînes de propa-

gande télévisées... Qui est-ce que les pseudos spécialistes proclameraient comme grand gagnant du débat afin d'orienter l'opinion publique?

Alain Saint-Pierre

Une guerre illégitime qui finira mal

Le 11 mai dernier était présenté à l'encore excellente Télé-Québec le dernier des 10 épisodes de la bonne télésérie «Frères d'armes», produite par Steven Spielberg et Tom Hanks,

l'OTAN avait rallié l'ensemble des pays démocratiques pour empêcher un massacre, puis celle du Vietnam, criminelle, et enfin celle sévissant aujourd'hui en Irak, sans noble fondement, commencée sous de faux prétextes (dont les fameuses armes de destruction massive). Les «libérateurs» qui y participent ne seront jamais des héros (comme ceux du Vietnam ne l'ont jamais été), sinon aux yeux seuls des disciples de Bush.

Ce qui résultera de cette invasion, c'est une région encore



plus déstabilisée, une détestation accrue des occidentaux, une recrudescence d'actes terroristes partout dans le monde, et un grand nombre de soldats et de civils tués. Et, la cerise sur le sundae, un possible Irak islamiste, comme en Iran.

Décidément, le troisième millénaire aura bien mal commencé. Les Russes torturent en Tchétchénie; les États-Uniens et les Britanniques font de même en Afghanistan et en Irak. Et si on se repassait «Le diable (Ça va)», de Jacques Brel.

Sylvio Le Blanc

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

PLOGUES

Un verre pour sauver la cinémathèque

Vous savez probablement que la Cinémathèque québécoise a de graves problèmes financiers. Pour tenter de les résoudre, la Cinémathèque offre les services d'un café-bar qui s'accompagne d'une terrasse. Tout les profits que génère le café-Bar permettent de poursuivre le mandat de conserver, documenter et diffuser le cinéma d'hier à aujourd'hui. Donc une petite bière au soleil peut devenir un don pour la Cinémathèque et l'histoire du cinéma...



Cinémathèque québécoise, 335 boulevard de Maisonneuve Est, Montréal.

Suicides à la Mexicaine

Le 12 mai dernier une manifestation s'est tenue devant le consulat Mexicain à Montréal pour dénoncer l'emprisonnement de 500 prisonniers et prisonnières politiques au Mexique.

Leur crime? Dénoncer les injustices, s'organiser, être étudiant, paysan, autochtone, travailler dans une organisation de défense des droits humains, défendre leur terre, participer à des manifestations, refuser la privatisation de leur éducation, s'opposer à l'importation d'organismes génétiquement modifiés, protéger leur autonomie territoriale...

Les manifestants voulaient aussi dénoncer l'État mexicain qui tarde à faire la lumière sur l'assassinat, en avril dernier, de Noël Pavel Gonzalez, étudiant et activiste.

Selon les données fournies par l'autopsie, le corps de Gonzalez présentait des signes de mauvais traitements physiques:

torture, viol et un dur coup à la tête qui lui aurait provoqué une fracture du crâne. Le corps fut retrouvé pendu, voulant laisser croire à un suicide. Ces méthodes rappellent celles employées par des groupes spécialisés dans l'élimination des activistes sociaux.

Cet événement n'est pas sans rappeler un autre «suicide» pour le moins douteux, celui de Digna Ochoa y Plácido, avocate des droits de l'homme au Mexique, retrouvée sans vie à l'âge de 37 ans à son bureau en octobre 2001 avec... plusieurs balles dans la tête et les jambes!

Malgré une lettre d'adieux pour le moins singulière («Fils de pute, continuez comme ça et la même chose arrivera à plusieurs d'entre vous. Vous avez été avertie, vous n'aurez pas d'excuse»), les autorités continuent d'accréditer la thèse du suicide.

YVON D. RANGER

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

SOUTENEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

Un magazine bimestriel... pour se faire les dents.

<input type="checkbox"/> Groupe populaire:	25 \$
<input type="checkbox"/> Individu:	20 \$
<input type="checkbox"/> Institutionnel:	25 \$
<input type="checkbox"/> Soutien:	32 \$
<input type="checkbox"/> Étudiant ou sans emploi:	15 \$
<input type="checkbox"/> À l'étranger:	
<input type="checkbox"/> Individu: 30 \$	<input type="checkbox"/> Institutionnel: 40 \$

Nom _____ Faire parvenir votre chèque ou mandat poste à:

Adresse _____ **Revue Vie Ouvrière inc.**

Code postal _____ Téléphone _____ 1215, rue Visitation, bureau 101

Courriel _____ Paiement inclus Montréal (Québec) H2L 3B5

VOUS NE PAYEZ PAS LES FRAIS DE POSTE ET DE MANUTENTION (toutes taxes incluses)

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone: (514) 596-1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Co-Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen, Marco Silvestro

Collaborateurs: Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, Andrée Desharnais, Frédéric Dubois, Francis Dupuis-Déri, Clode de Guise, Éric Martin, Jean-François Mercure, Michelle Loslier, Martin Petit, Michel Rioux, Marco Silvestro, Sniper, Yvon D. Ranger, Valentin Tardi, Dominique Tremblay, Simon Tremblay-Pepin, Ramon Vitesse.

Illustrations: Simon Banville, Bobidoche, Boris, Charlotte, Dolbec, Luc Giard, Kérozen, Serge Ferrand, Sniper, Stefan, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: Charlotte Lambert, France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: lecouac@vif.com (514) 596-1017.
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec





Les poodles

UNE MALÉDICTION s'est-elle abattue sur le peuple québécois? On ne saurait mettre une date précise sur la chose, mais toujours est-il que le Québec s'est plutôt spécialisé dans les poodles quand il s'est agi d'envoyer des représentants à Ottawa.

Oublions les Sir Wilfrid Laurier, Louis-Stephen St-Laurent, Pierre Elliot-Trudeau et Jean Chrétien qui, en prenant la tête de la meute, ont fait plus que parader dans les concours, même si ce ne fut pas toujours tellement édifiant.

Parlons plutôt de cette armée de poodles insignifiants qui n'a pas ramené autre chose de son passage à Ottawa que des callosités développées à la hauteur des genoux, pour cause de genuflexions trop répétées; une pilosité disparue à la hauteur du nombril, pour avoir trop souvent pratiqué l'aplatventrisme; de la corne accumulée à la hauteur du cul, pour avoir trop souvent subi les foudres du peuple québécois.

Les jobs sales, ça les connaît. D'Israël Tarte le bien-nommé à Ernest Lapointe le guerrier, en passant par Rodolphe Lemieux qui amena deux navires de guerre contre les pêcheurs gaspésiens, en 1909, et le sinistre Marc Lalonde, ces Québécois — ou déguisés comme tels, comme Pôl Martenne —, ils ont sévi depuis la Confédération.

Certains sont passés à l'histoire, mais par une porte si étroite que leur descendance se garde bien d'en faire état. Ces faire-valoir du fédéralisme sont tous de la même lignée que ce député libéral des années cinquante qui, présenté au premier ministre français Pierre Mendès-France, lui avait donné la main en disant: Prosper Boulanger Canada.

Relevons-en quelques-uns, en commençant par André Ouellet, le champion de la MIUF, à ce

point timbré qu'il ne pouvait atterrir autre part qu'à la présidence de Postes Canada. Poursuivons avec ce Prud'homme, digne rejeton de ce Monsieur Joseph qui se faisait une spécialité de proférer des inepties. Oublions Azellus Lavallée; n'eût été de son prénom, même sa femme ne s'en souviendrait plus. Passons vite sur Jean Marchand, dont la déchéance ou-taouaise a inspiré à Pierre Vadeboncoeur cette formule lapidaire: Je n'aime pas les Beethoven qui finissent en Rossini!

L'idée du chenil m'est venue il y a quelque temps, quand l'un de ces poodles de service qui sévissent ces jours-ci y est allé d'une métaphore dont il n'a pas su contrôler les paramètres, comme cela arrive souvent aux smattes qui se pensent plus fins que les autres.

Le Pettigrew, voulant faire la démonstration de l'utilité absolue d'être partie prenante au gouvernement libéral, reprochait aux députés du Bloc québécois de n'être que des chiens aboyeurs, alors que les libéraux, au pouvoir, pouvaient, les chanceux, partager la niche des maîtres. À peu près texto! L'ineffable Denis Coderre devait en rajouter quelques jours plus tard, soutenant que les libéraux livraient pendant que les bloquistes jappaient.

Livraient? Livraient quoi, au juste?

Le Québec aux Anglais, batême! Comme l'ont fait ces 72 libéraux qui ont voté, en 1981, pour une Constitution qui, après un quart de siècle, n'a été reconnue par aucun gouvernement québécois. Ce qu'il faut à ces libéraux autour desquels flotte quelque chose comme une odeur de fin de régime, c'est que le Québec leur réserve un chien de sa chienne!

MICHEL RIOUX



Patapouf se pavane à Paris

LE CHARME de Paris est irrésistible. Même notre premier ministre, malgré sa préférence pour l'Irlande, y a été sensible. Le protocole et ses largesses aidant, les autorités françaises l'ont convaincu de l'éminente clarté de leur politique de non-ingérence et non-indifférence.

Le magazine L'Express (édition du 10 au 16 mai) a interviewé Patapouf, sous le titre « Pas de contradiction entre le fait d'être canadien et québécois ». En tout cas, pas plus de contradiction qu'être à la fois britannique et irlandais, même si, dans les deux cas, l'histoire tend à démontrer le contraire.

Quoi qu'il en soit, monsieur Charest peut se vanter d'être cohérent. À propos du rôle du Québec sur la scène internationale, il déclare: « Nous voulons aller plus loin que dans le passé. Nous voulons être plus présents dans les forums internationaux dans nos domaines de compétence. » Que Paul Martin se le tienne pour dit!

Patapouf vante ses réformes: « Elles touchent à la façon dont l'État fonctionne, aux modes d'intervention dans l'économie. Il s'agit de changements profonds, qui ne sont pas faciles. Ce n'est qu'à la fin que les Québécois pourront apprécier l'ensemble de notre œuvre. » Le message est clair: il faut attendre la fin, quels que soient les dégâts en cours de route.

On devine le sourire en coin de l'intervieweur, alors qu'il lui demande: « Vous avez expliqué cela à Jean-Pierre Raffarin? » Réponse indirecte: il faut faire

un effort supplémentaire de pédagogie à l'égard des défenseurs du statu quo. Faut-il croire que dans son désarroi, le parti socialiste français défend le statu quo?

Autre signe de sa cohérence, Patapouf parle au nom du Canada: « Nous n'avons pas soutenu la décision américaine d'entrer en guerre contre l'Iraq. (...) Un peu comme vous, les Américains n'ont pas très bien compris et accueilli notre réaction. »

Suivent des considérations sur l'ALENA, les droits de l'homme, l'environnement, les droits des travailleurs. Patapouf résume:



cela, c'est une mondialisation qui nous ressemble. Ainsi, le monde n'a qu'à suivre l'exemple canado-québécois. Tant que le chien québécois sera couchant, la bonne entente régnera.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Le Québec: un paradis fiscal pour la recherche et le développement

Une étude publiée en mars 1994 par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international révèle qu'à cette époque, le Canada offrait le meilleur traitement fiscal de tous les pays industrialisés relativement aux activités de recherche et développement (R et D). Comme si ces mesures incitatives n'étaient pas assez généreuses, plusieurs provinces canadiennes, dont le Québec, ont réussi à en donner toujours plus aux entreprises qui œuvrent dans un domaine réalisant des activités de R et D. Voici un portrait d'un secteur économique majoritairement financé par la collectivité qui échappe complètement au contrôle de la population.

La très grande majorité des entreprises privées planifie des activités de recherche et développement dans l'unique but de créer de nouveaux produits ou de trouver des innovations dans leur secteur économique. Parce que la dynamique du système capitaliste exige toujours une maximisation des profits, il est clair que les entreprises veulent minimiser leurs dépenses, y compris celles de R et D. Toutefois, grâce aux lobbies et aux liens étroits entre le monde des affaires et les politiciens, les politiques gouvernementales en matière de R et D suivent la logique de privatisation des profits et de socialisation des coûts.

Autant les entreprises que les gouvernements considèrent les activités de R et D comme autant de possibilités d'affaires. Elles sont presque toujours présentées à la population comme facteurs d'évolution pour la collectivité. Selon leurs dires, la R et D vise l'amélioration de notre qualité de vie, du niveau de l'emploi et de la croissance économique. En définitive, ces trois objectifs font généralement partie des résultats qui sont atteints dans ce type d'activités. Il faut toutefois observer la dynamique globale de ces activités pour constater qui profite le plus de la R et D.

Les activités de R et D se concentrent principalement dans les universités, les centres de recherche médicale, les centres de recherche publics, les organismes charnière qui établissent des liens entre les divers groupes de recherche et les consortiums de recherche. La très grande majorité de ces organisations est déjà

largement financée par les gouvernements (provincial et fédéral) et bénéficie de ressources étatiques offrant du soutien et de la formation menant au développement et au financement de projets de R et D.

Dans la mesure où des entreprises signent des ententes de recherche avec des chaires universitaires ou avec des centres de recherche, elles bénéficient d'avantages supplémentaires considérables. L'avantage majeur réside dans le coût réel de la recherche effectuée dans un établissement universitaire, puisque les laboratoires et autres infrastructures, la main-d'œuvre créative, abondante et peu dispendieuse ainsi que le rayonnement de certaines institutions procurent une valeur ajoutée à ces contrats de recherche. À titre d'exemple, pour une PME admissible qui investit 100 \$ dans ce type de partenariat, le coût net réel après les mesures fiscales provinciales et fédérales n'est que de 31,51 \$. C'est donc dire que la collectivité assume près de 70 % du coût de cette recherche et ce, sans compter tous les autres avantages énumérés ci-haut. Dans la mesure où cette même entreprise accroît ses dépenses de R et D au cours de la période entre le 30 juin 1999 et le 1^{er} juillet 2004, cet accroissement bénéficie d'un traitement fiscal qui fait descendre ce coût à 24,35 \$ par 100 \$ investit en R et D.

Dans le document publié par Investissement Québec cité plus haut, il est précisé que ces avantages fiscaux placent

le Québec en tête des provinces canadiennes relativement au financement public des activités de R et D. Dans le monde, le Québec arrive deuxième derrière l'Espagne qui offre le meilleur traitement fiscal de tous les pays industrialisés. Dans ce document rédigé en collaboration avec les consultants de Ernst & Young, il est précisé que « Ces incitatifs présentent les mêmes avantages monétaires que les subventions sans en comporter les inconvénients. Par « inconvénients », on entend l'inclusion de ces subventions dans les revenus de l'entreprise subventionnée, la demande de subvention, la paperasse à remplir et les comptes à rendre aux organismes subventionnaires. Chaque année, les

Les activités de R et D sont majoritairement financées par l'argent de la collectivité mais le privé assure le contrôle sur les résultats et l'utilisation de ceux-ci, évacuant ainsi toute possibilité d'un contrôle public transparent.

gouvernements doivent également dresser une liste exhaustive de tous les organismes qu'ils ont subventionnés au contraire des statistiques fiscales qui sont rarement chiffrées au total et ne précisent jamais les noms des entreprises qui en bénéficient.

Le portrait apparaît clair: les activités de R et D sont majoritairement financées par l'argent de la collectivité mais, dans le domaine universitaire par exemple, des « contrats types » liés à ces recherches assurent un contrôle total du secteur privé sur les résultats et l'utilisation de ceux-ci, évacuant ainsi toute possibilité d'un contrôle public transparent.

Le tableau ci-bas dévoile l'ampleur de la recherche commerciale effectuée au Québec qui totalise 59 % de toute la R et

D durant la période. En la comparant à la R et D des entreprises commerciales effectuée partout au Canada, on constate que le Québec a attiré près de 63 % des sommes investies. Il est donc clair que les avantages fiscaux encouragent fortement la concentration de la recherche commerciale au Québec.

1979 à 2000 — Investissements en R et D — Entreprises commerciales et total (millions \$)					
R et D Entreprises commerciales			R et D Total		
Québec	Canada	% Québec	Québec	Canada	% Québec
32 948	52 535	62,72%	55 971	222 347	25,17%

Au Canada, entre 1979 et 2000, les dépenses totales de R et D ont atteint près de 222 milliards \$, soit un peu plus de 10 milliards \$ en moyenne annuelle. Pour 2000 seulement, le total de la R et D effectuée au Canada a atteint près de 20 milliards \$, soit environ de 6,5 fois plus qu'en 1979. Grâce aux avantages fiscaux, nous avons collectivement payé une grande partie de cette somme.

Dans la mesure où nous aurions un contrôle collectif et public sur les activités de R et D, plusieurs questions fondamentales seraient alors soulevées sur la légitimité des recherches financées par l'armée, sur celles visant le développement des biotechnologies favorisant la privatisation et le brevetage du vivant, sur la pertinence des centres de recherches sur l'eau financées par des multinationales des aqueducs privatisés ou encore sur la question des brevets sur les médicaments que les pharmaceutiques défendent bec et ongles à cause de leurs soi-disant « investissements importants » en R et D. Puisqu'il est clair que nous en sommes les principaux bailleurs de fonds et que c'est au nom du progrès pour la collectivité que la R et D est réalisée, la question vaut la peine d'être posée.

MARTIN PETIT
IRIS www.iris-recherche.qc.ca



60 raisons pour flusher Paul Martin

IL VIENT D'ATERRIR ces jours-ci sur les tablettes de nos libraires un petit livre qui pourra s'avérer un excellent compagnon de route pour militant s'activant à convaincre les mous de la nécessité de faire mordre la poussière à Paul Martin. Il s'agit du pamphlet d'Alain Deneault: Paul Martin & compagnies, publié dans la collection Parti pris chez VLB.



C'est à l'intérieur de 60 courts textes que Deneault démontre que c'est par le pouvoir de l'argent que Paul Martin est devenu premier ministre du Canada et qu'il y a grand risque, s'il gagne trop haut la main les élections du 28 juin, qu'il se comporte comme tous les Bush et Berlusconi de la terre. 60 courts textes démontrant que, dans un passé récent, le Canada avait un ministre des finances très préoccupé à faire passer lois et règlements en fonction des intérêts des entreprises qu'il venait de quitter. Sans trop les quitter.

60 textes, courts et percutants. Et fluides car extraits de journaux et citations d'experts s'entrelacent avec aisance en compléments des dires de l'auteur. Auraient cependant mieux facilité la tâche des militants table des matières et titre coiffant chacun des 60 arguments. Il reste que les espaces blancs ne manquent pas pour y ajouter ses propres annotations. À vos crayons bloquistes et NPDistes!

Ceux-ci risquent d'ailleurs d'être plus enchantés que ceux-là du fait que Deneault semble, du moins dans cet essai, peu intéressé à la question nationale. On a beau chercher dans tous les coins et recoins du livre, pas un mot sur la perception que se fait Martin des relations Canada-Québec. Ni sur le déséquilibre fiscal dont il a été un des principaux artisans. Ni sur le scandale des commandites. Les souverainistes internautes auraient intérêt à com-

pléter leur petit Deneault en glanant sur www.bloquebe-cois.org.

Faisons maintenant du saute moutons en n'atterrissant que brièvement sur quelques-unes des 60 raisons.

Barbade: «Un ministre des finances a exercé ses fonctions pendant près de dix ans au Canada tout en étant actionnaire d'une entreprise soustraite à l'impôt, ses affaires étant inscrites dans des paradis fiscaux. Cet homme est aujourd'hui premier ministre.»

La paresse de la presse: «La presse a trouvé récemment quelque raison de s'en offusquer. Réduire cette affaire à une histoire grave de détournement fiscal et de conflit d'intérêt, comme elle l'a fait, reste tout de même encore une façon de s'en tenir à son aspect le moins compromettant.»

Remise de la CSL aux fistons: «il importe ni de tromper ni d'être cru, mais de faire en sorte que cette apparente dépossession soit tout ce qui puisse être entendu.»

Bush, Berlusconi et Martin, même combat: «La mondialisation» imposée au public comme une évidence recouvre des connivences inavouées entre gens qui se négocient le partage du monde. L'appareil d'État compte parmi leurs propriétés, du moins en usent-ils en fonction de leurs intérêts.»

Un commissaire à l'éthique condescendant: *Presse canadienne*, 21 juillet 2003: «La teneur de l'arrangement (entre M. Martin et ses fils) sera divulguée, confidentiellement, à Howard Wilson.» Deneault: «Ce silence, indispensable au pouvoir, s'installe, s'impose et sévit.»

Déversement illégal: «... la note a été envoyée à la compagnie écossaise de sous-traitance,

V. Ships UK of Glasgow, de façon à éblouir le moins possible les cercles très honorables de la politique.»

Guerres africaines: «Les remarques de certains acteurs stratégiques donnent froid dans le dos, quand on déclare par exemple que le taux de population est sensiblement trop élevé là où on suppose les gisements...»

Haro sur les médias: «Donc maintenant voter pour la face souriante de la violence sous prétextes de principes mesquins colportés par une presse qui hisse l'ignorance au rang de devoir – ou arrêter.»

En quatrième de couverture, l'éditeur en rajoute: il y a «silence assourdissant» à propos des compagnies de Paul Martin (ou de ses fils) et Alain Deneault a entrepris de le briser. Combat de David contre Goliath quand on sait les fortes filiations idéologiques existant entre le groupe Gesca et la CSL. De là, éditoriaux fleuves et nombreux textes commandés qui, ces jours-ci, meublent notre bonne vieille *Presse*, tous s'en prenant à ceux qui tentent de fissurer le système. Comme le Bloc redevenu dangereux depuis un certain scandale des commandites.

Deneault reprend les thèmes abordés par Mark Achbar et Jennifer Abbott dans leur film *The Corporation*: évasions fiscales, exploitation éhontée d'une main-d'œuvre du Tiers-Monde, absence totale de soucis environnementaux. La CSL serait donc une autre de ces «personnes morales». Sans morale. Le pamphlet de Deneault arrive à point nommé. Si, après le 28 juin, Canadiens et Québécois ne veulent pas se voir réduits à subir des débordements de type berlusconien, ils feraient mieux d'y penser deux fois avant de donner leur vote à l'homme au sourire de plastique tel qu'il apparaît sur la couverture de ce livre. Avec couronne de fleurs au cou. Fin prêt pour un voyage... en Barbade.

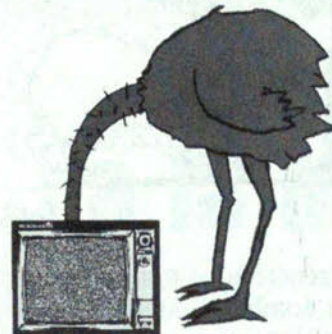
CLAUDE G. CHARRON

Mort de rire!

Dans le journal 24 Heures du 7 mai dernier (page 5) on pouvait lire que: «Québecor veut exporter sa capacité de lancer des vedettes». Lors d'une entrevue exclusive à *CouacWorld Inc.*, Louis Morissette a précisé les intentions de PKP. «Mon nouveau lancement de carrière se fera prochainement dans un petit bistrot sympathique de Fallujah. Lors de l'événement, Oussama ben Laden participera à un bien cuit en l'honneur de Paul Bremer.»

Le véritable pessimiste devient encore plus triste d'avoir toujours raison.

Jacob Paludan



Prostitution

Tout le monde a entendu parler de ces agences de *call girls* de luxe où les parvenus du milieu des affaires vont se louer des maîtresses d'un soir pour *flasher* dans les congrès. Bono, le chanteur de U2, a profité de sa visite à Ottawa pour annoncer qu'il créait une de ces agences, afin de fournir des vedettes internationales lors d'événements publics, aux politiciens corrompus en mal de reconnaissance populaire. Un porte-parole du ministère de la Justice a confirmé au *Couac* qu'une telle agence est parfaitement légale au Canada. La prostitution n'est pas un crime, c'est la sollicitation qui est illégale. Bono a juré qu'il ne mettrait pas de petites annonces dans *Le Journal de Mourial*.

Vrai ou faux?

La direction du *Daily Mirror* de Londres accepte la démission de son rédacteur en chef après qu'il ait publié de fausses photos d'Irakiens torturés par des soldats. On attend toujours que Blair offre sa démission pour avoir envoyé de vrais soldats tuer de vrais gens sous prétexte de se prémunir de fausses armes de destruction massives dont la pseudo-réalité fut attestée par de fausses informations présentées à l'ONU par Colin Powell.

★☆☆☆☆ Labatt, le cirque!

APPAREMMENT, la gauche communautaire n'est plus la seule à vouloir combler le vide politique québécois. À preuve, les brasseries Labatt ont coupé l'herbe sous le pied de Françoise David et consorts en lançant récemment une nouvelle formation politique bidon, une vaste opération marketing pour capitaliser sur les élections fédérales.

Au Québec et au Canada, exploiter la politique à des fins pécuniaires n'est pas quelque chose de très innovateur. Le parti Libéral y avait déjà pensé. C'est la première fois, cependant, qu'on pousse l'affront jusqu'à créer une formation politique qui émerge directement d'une entreprise privée, et ceci à des fins ouvertement mercantiles.

Ouvrètement cynique, poussant la récupération jusqu'à l'impudence, Labatt est désormais aux antipodes de son dernier slogan à saveur politique «on est six millions, il faut se parler». Au moins, celui-là avait le mérite d'être créatif dans son opportunisme... Cette fois, pour diriger son simulacre de parti, le brasseur engage un comédien, Jonathan «Bleue», qui, dès le déclenchement des élections, proposera aux Québécois de «créer un drôle de pays». Un Québec le fun, léger et insouciant. Bref, un Québec apolitique.

La plate-forme électorale, assez simple pour être comprise par le buveur de Bleue moyen, tient en une phrase: on n'a pas assez d'argent et pas assez de *fun* au Québec présentement. On ne veut plus entendre parler que de problèmes ennuyants et pas *cool* comme la guerre et la mondialisation. On veut juste avoir de l'argent et du *fun*. L'utilisation du vocable «pays» semble faire appel au sentiment indépendantiste, mais il n'en est rien. Le discours du candidat est essentiellement un encouragement à la dépolitisation. «Voulez-vous un avenir plus *fun*? Pourtant, lorsqu'il est question des grands enjeux sociaux, de quoi entend-on parler? De *fun*? non. De *party*? noon. D'un avenir plus drôle? nooooooon!!!», s'insurge en surjouant le comédien des publicités.

Le «parti» ne sera pas inscrit auprès du Directeur général des élections. Ce n'est pas faute d'y avoir pensé, mais plutôt parce que les lois qui régissent les dépenses électorales sont trop contraignantes pour une campagne marketing. En effet, Labatt entend engloutir des sommes astronomiques pour nous passer son savon dépolitisant: «Affichages sauvages, dépliants, pubs télévisées, pubs radio-phoniques et autres suivront. Le chef du Parti Bleue sera partout durant les 35 jours de campagne électorale, une stratégie évaluée à plusieurs millions de dollars», rapportait *La Presse*.

Est-ce la preuve qu'il n'y plus de frontières entre la politique politique et la vente d'idées, est-ce la pub qui, pour renverser les rôles, pique maintenant ses trucs à la vente d'image politique, ou encore est-ce tout simplement la politique qui est devenue aussi insipide que la Labatt? Reste qu'en comparaison, Bunker, le cirque!, c'est de la petite bière...

Avec cette opération de mystification, Labatt se fout littéralement de la gueule des Québécois en les prenant pour des ivrognes et des inconscients. Alors que le Québec est en crise politique, les véritables préoccupations des Québécois sont passées à la moulinette réductionniste de la vente au détail. Surtout, Labatt insulte la jeunesse québécoise en voulant réduire sa soif de liberté à l'achat quotidien d'une caisse de mauvaise bière. Le pire c'est qu'il y aura des gens pour trouver ça drôle. Comme le disait Coluche: «Ca fait beaucoup marrer les gens de voir qu'on peut se moquer de la politique, alors que dans l'ensemble, c'est surtout de la politique qui se moque de nous». Vive le Québec ivre...

ERIC MARTIN
Journaliste le jour et secrètement vendeur de Labatt bleue la nuit avec un costume de spandex.



www.asymptote-bd.ca - 22-05-2004

À propos des paradis fiscaux

DANS LA PRESSE du 9 mars dernier, Jean-Pierre Vidal, professeur aux HEC, sonnait la charge contre tous ceux qui s'en prennent aux paradis fiscaux. Dans un texte intitulé *Erreurs grossières*, le prof nous corrige: Paul Martin n'aurait «pas fabriqué son propre abri fiscal personnalisé» (sic).

Le docte professeur nous apprend également que «les affaires sont découpées pour que chaque État ait sa part (en impôts) ni plus ni moins.» Vraiment? Il «déplore vivement le manque d'éthique d'autres membres de notre société qui sont trop heureux d'augmenter leur tirage ou leur cote d'écoute en agitant les préjugés et les incompréhensions.»

Qui vise ici le professeur Vidal? L'hebdo *Voir* et *Le Journal de Montréal* qui, quelques jours auparavant, s'étaient trouvés deux «égérés» en donnant la parole à Brigitte Alepin¹? Notre prof a

dû faire une crise d'urticaire quand Radio-Canada (!) a annoncé que l'émission *Enjeux* du 20 avril allait diffuser le reportage *Les évasions barbares*. Qui peut croire qu'une émission comme *Enjeux*, qui traite toujours de sujets chauds avec énormément de rigueur, soit à l'affût des cotes d'écoute?

Les internautes qui auraient raté cet excellent reportage ont intérêt, pendant qu'il y est encore, à se précipiter sur www.radio-canada/enjeux. — reportages récents. Il verront entre autres le reporter de la SRC se buter à des portes closes au siège social de CSL-International, en Barbade.

CLAUDE G. CHARRON

1. Auteure de *Ces riches qui ne paient pas d'impôts*, Éditions du Méridien, 2004. Voir *Le Couac*, avril 2004.

ARITHMÉTIQUE MARTIALE

NOUS NOUS OPPOSONS à la guerre en Irak d'abord pour des raisons morales et humanitaires. Mais nous nous y opposons aussi pour des motifs politiques et économiques. Quand nous argumentons contre cette guerre, il nous arrive donc inévitablement d'évoquer son coût et, dans la foulée, celui de ce qui aux États-Unis s'appelle le Département de la Défense et qui, comme son nom ne l'indique pas, est le Département de l'Offensive. Dans ces deux cas comme dans tant d'autres, nous sommes amenés à citer des nombres gigantesques, des nombres tellement énormes qu'on n'en rencontre que rarement hors de l'astronomie ou de l'économie.

Prenez justement le budget américain de la défense. Selon une récente dépêche de l'*Associated Press* (15 mars 2004), il sera en 2005 de 402 milliards \$. Quant au coût de la guerre en Irak, selon des calculs crédibles mais dont je vous épargne ici le détail, il s'établirait à ce jour à plus 113 milliards \$. Je sais bien qu'il faut encore chercher à comprendre ce que signifient politiquement de telles dépenses, qui relèvent essentiellement du keynésianisme militaire et qui ne sont donc, dans une substantielle mesure, que des subventions déguisées aux corporations. Mais je voudrais ici m'arrêter aux nombres eux-mêmes. C'est que notre capacité à comprendre et à nous représenter des nombres aussi énormes semble très limitée, ce qui est une chose déplorable et lourde de conséquences sur le plan politique. Que signifient donc 402 ou 113 milliards \$? Si on n'en a aucune idée claire, on est susceptible de se faire raconter (et de répéter) n'importe quoi sitôt que de très grands nombres sont en jeu. Il semble hélas que la plupart d'entre nous ne soient pas très bons à ces exercices et que nous souffrions de ce que le mathématicien John Allen Paulos appelle joliment l'innomérisme, qui est l'équivalent pour les nombres de l'illettrisme.

Il faut d'abord se méfier ici des confusions linguistiques. Un million, chacun le sait, c'est mille fois mille tandis qu'un milliard, c'est mille millions. Mais quand nous disons en français un milliard (pour désigner mille millions), les américains disent *one billion* alors que, faites attention, pour nous francophones, un billion c'est mille milliards. On jurerait, mille milliards de mille sabords, que c'est fait exprès ! Voici comment ça marche. Les multiples de mille sont signalés par les américains par des terminaisons «llion» : million, billion, trillion, quadrillion etc. Nous, comme les Européens, alternons «liards» et «lions» : million, milliard, billion, billiard, trillion, trilliard, quadrillion, quadrilliard et ainsi de suite.

Mais comme je l'ai dit, c'est des confusions conceptuelles dont il faut surtout se méfier avec les grands nombres. Car passé quelques milliers, on se le représente très mal. Voici trois petits trucs pour y arriver.

Exercice de calcul : à raison d'un coup de pied par seconde et par tranche de 100 dollars, pendant combien de temps devrions-nous botter le cul de Monsieur Bush pour rembourser le coût de la guerre d'Irak ?

Le premier. Il est très utile d'avoir ramené à des ensembles qu'on comprend les principaux grands nombres qu'on risque de rencontrer. Mille, par exemple, ce peut être le nombre de sièges de telle section de votre stade préféré ; dix mille, le nombre de briques de telle façade d'immeuble que vous connaissez bien. Un million, un milliard ? Voici une suggestion. Imaginez qu'on vous envoie en voyage de luxe aussi longtemps que vous voudrez, mais à condition que vous dépensiez 1000 \$ par jour. Hôtel, resto, etc. : on arrive à se représenter ça. Au bout de mille jours, soit près de 3 ans (deux ans et neuf mois) vous aurez dépensé un million. Mais pour dépenser un milliard, il faudrait que votre voyage dure plus de 2 700 ans ! À votre tour, à présent : trouvez des façons de vous représenter les grands nombres, disons jusqu'à un quintilliard.

Le deuxième. Notez les grands nombres selon la notation scientifique ; c'est plus simple et quand on a pris l'habitude, beaucoup plus clair. C'est facile : 10^N (10 exposant N), c'est 1 suivi de N zéros. 10^4 , c'est donc 10 000, 10^4 , .00001, etc.

Le troisième truc. Amusez-vous à compter des choses qui demandent de manipuler des grands nombres : vous verrez à quel point notre intuition est souvent peu fiable. Voici quelques exemples de calculs, empruntés à Paulos. Combien de cigarettes sont fumées aux États-Unis en un an ?

(Réponse : 5×10^{11}).

Combien de gens meurent sur terre chaque jour ? (réponse : $2,5 \times 10^5$). Et ne craignez pas d'affronter des nombres immensément... petits : à quelle vitesse les cheveux humains poussent-ils, en miles à l'heure ? (Réponse : 10^{-8}). À votre tour. Supposons qu'il y a 15 grains de sable par pouce linéaire, combien il faudrait de grains remplir

entièrement votre chambre à coucher ? S'habituer à ce genre d'exercice donne une grande assurance et permet souvent, quand on nous lance au visage de grands nombres, de les évaluer plus correctement voire, en certains cas, de savoir aussitôt que ce qu'on nous dit n'est pas plausible.

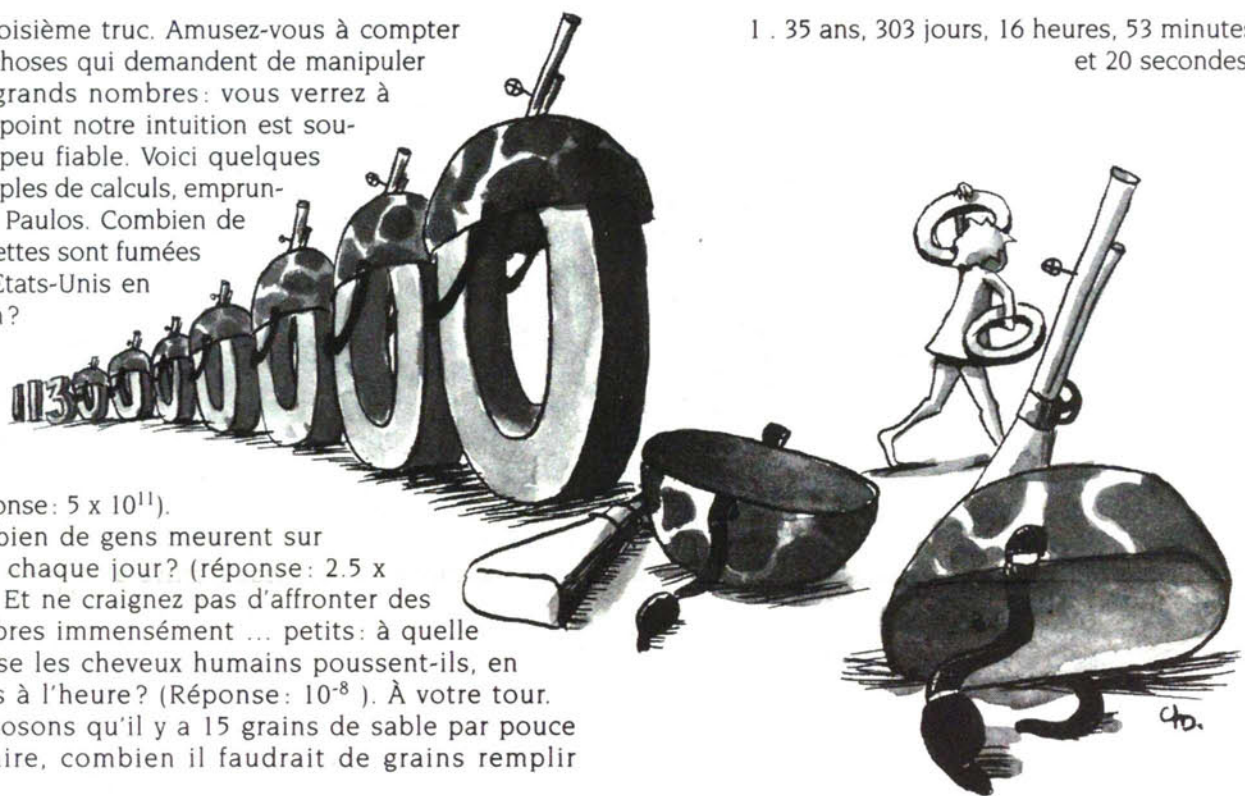
Revenons à la guerre en Irak. Les gens évoqués plus haut qui ont calculé son coût proposent de l'exprimer de diverses manières, plus compréhensibles. 113 milliards \$, c'est ce que coûterait l'inscription de 16 099 088 enfants au programme *Head Start*, programme d'éducation destiné aux enfants pauvres. C'est le coût de l'embauche de 2 168 932 enseignants pendant un an dans les écoles publiques. Le coût, durant un an, de l'assurance santé pour 48 807 993 enfants. Le coût de 2 888 245 bourses universitaires de quatre années. Le coût de 1 626 701 logements. Ou encore : chaque foyer américain a donné à ce jour plus de 1 600 \$ pour cette guerre et chaque américain 404 \$.

Exercice : à raison d'un coup de pied par seconde et par tranche de 100 dollars, pendant combien de temps devrions-nous botter le cul de Monsieur Bush pour rembourser le coût de la guerre d'Irak ?¹

NORMAND BAILLARGEON

Une lecture : PAULOS, John Allen, *Innumeracy*. Hill and Wnag, New York, 1988.

1. 35 ans, 303 jours, 16 heures, 53 minutes et 20 secondes.



Inde : Alcan en eaux troubles

LE 22 AVRIL dernier au matin, en marge de l'assemblée générale des actionnaires d'Alcan à Montréal, on entendait scander « Orissa, Orissa, tu es belle mais pauvre, et ta bauxite est convoitée par une poignée de fauves ! ; Alcan, Alcan, tu es laide et riche et tes projets indiens, c'est d'la boulette de biche ! ». Puis, deux activistes de la campagne *Alcan't in India* se sont introduits à l'intérieur du Centre Mont-Royal, actions de la compagnie en main, pour s'adresser fermement aux actionnaires, analystes financiers et employés réunis pour la messe corporative. À peine mis en branle, leur « activisme d'actionnaire » déboucha sur un engagement du PDG Travis Engen de publier une mystérieuse étude d'impact environnemental, ainsi que de promettre une rencontre immédiate avec Michael Hanley, directeur du groupe Bauxite et Alumine chez Alcan.

Utkal et ses opposants

Utkal Aluminium International Limited (UAIL) renifle depuis maintenant douze ans du côté d'une des réserves de bauxite les plus riches du monde, située dans le district du Kashipur de l'État d'Orissa, sur la côte est de l'Inde. Là où l'on retrouve 10 % des réserves de bauxite de la planète, UAIL, une alliance stratégique entre l'indienne Indal (55 %) et la canadienne Alcan (45 %) s'est forgée.

À l'entrée de Kucheipadar, un village de 200 familles situé

à proximité du plateau Baphlimali, un écriteau sans équivoque clame « UAIL Go Back », puis une plus petite affiche rédigée en Oriya, somme les autorités politiques et policières, et la compagnie de faire marche-arrière. Le gouvernement de l'État prétend apporter la prospérité à cette région par des projets de ce type. « Ceci est fortement contesté par un paradigme alternatif qui cherche plutôt un accès à, un contrôle sur et une gestion des ressources naturelles pour le développement des peuples autochtones » rétorque Achyut Das, directeur de l'ONG locale Agragamee.

Depuis 1996, le PSSP, groupe de base rassemblant des milliers de villageois de la région, s'évertue à conscientiser les habitants face aux méfaits qu'entraînerait ce projet destiné à 100 % à l'exportation. Ce qui devait être une résistance battue d'avance est devenue en l'espace de douze ans, soit depuis les premières incursions d'UAIL, une forte lutte sociale aux ramifications internationales.

Cela s'explique notamment par la visite, un 16 décembre 2000, d'un peloton de 150 policiers anti-émeute, dans le petit village de Maikanch situé en bordure du plateau. Devenu tristement célèbre suite à la tuerie de trois villageois et de nombreux blessés, cet événement

n'a cessé d'alimenter une dissidence grandissante. Ce fut le point tournant pour la compagnie Norsk Hydro, originalement détentrice de 33 % des parts du projet, qui a plié bagages, cédant à l'opinion publique norvégienne. Une enquête judiciaire a été menée

« Ce n'est pas pour notre propre agenda que nous organisons une campagne de solidarité mais pour amener la voix des personnes déshéritées du Kashipur dans les couloirs de décision d'Alcan »

mais la Haute Cour d'Orissa refuse jusqu'à présent de rendre son contenu public.

Impacts appréhendés

La chaîne de montagnes Baphlimali qui surplombe le plateau est considérée comme une divinité dans la tradition spirituelle du peuple Paroja-Khonda, qui se manifeste notamment par un pèlerinage annuel à l'occasion du festival Mali. Celui-ci attire des habitants des 42 villages qui dépendent directement des eaux, de la forêt et des terres cultivables que leur assure le plateau et ses nombreux cours d'eau adjacents.

Tout au long de l'année, les pluies dilluviennes sont progressivement délivrées aux villages entourant le plateau. L'extraction causerait des déplacements de pans entiers

de terres. Advenant la construction d'une raffinerie d'alumine, celle-ci monopoliserait des volumes d'eau importants. C'est pourquoi les villageois craignent un déséquilibre de leur écosystème et un assèchement des cours d'eau.

L'étude environnementale menée par Engineers India Ltd en collaboration avec des centres de recherches indiens, cachée illégalement des yeux des habitants du Kashipur, sera vraisemblablement rendue publique le 14 juin, grâce notamment aux pressions

exercées dans le cadre de la campagne *Alcan't in India* à Montréal.

Retour d'ascenseur

À Toronto, les membres de Mining Watch Canada suivent avec inquiétude le dossier, tandis qu'à Montréal, la campagne nommée *Alcan't in India* mobilise. « Ce n'est pas pour notre propre agenda que nous organisons une campagne de solidarité mais pour amener la voix des personnes déshéritées du Kashipur dans les couloirs de décision d'Alcan » prétend Abhimanyu Sud, coordonnateur d'*Alcan't in India*.

Angad Bhalla, réalisateur du documentaire UAIL Go Back est toutefois catégorique en ce qui a trait à la volonté de la population locale. « Le 29 décembre 2000, une rencontre publique officielle de représentants élus

de 24 conseils de villages « officiellement touchés », fut convenue à l'initiative du gouvernement. Les 22 représentants présents ont alors passé une résolution contre l'établissement de ce projet ».

S'il est difficile d'obtenir un portrait clair de la situation, il est d'autant plus important de presser les autorités indiennes et la compagnie à rendre publiques les études environnementales et socio-économiques. Le mégaprojet devrait attendre que les populations pauvres Paroja-Khonda prennent connaissance de l'ensemble des données. À la suite de quoi, ces dernières auraient à choisir, en fonction de leur propre définition du progrès.

D'autres rencontres avec Alcan sont prévues, tout comme des actions subversives, notamment avec la visite à la fin de l'été 2004, d'une délégation comprenant le journaliste norvégien Tarjei Leer-Salvesen, qui avait contribué à acculer la compagnie Norsk Hydro au mur, l'obligeant à désinvestir du projet en 2001. Les activistes d'*Alcan't in India* comptent prendre des notes à cette occasion... après Norsk Hydro, Alcan ?

FRÉDÉRIC DUBOIS

frederic@cmaq.net
Frédéric Dubois est journaliste auprès de plusieurs médias alternatifs et autonomes et a séjourné en Inde au début 2004.

Aux arbres, Citoyens!

PAR CLÔDE DE GUISE

DEPUIS L'ERREUR BORÉALE, le film de Richard Desjardins et Robert Monderie, les citoyens et les groupes écologistes réclament à cor et à cri une enquête publique et indépendante sur la forêt québécoise. Le gouvernement Charest l'avait promis mais, sans surprise, il n'a pas jugé bon de tenir promesse. De la vaste enquête promise, il a accouché d'une souris: la Commission Coulombe.

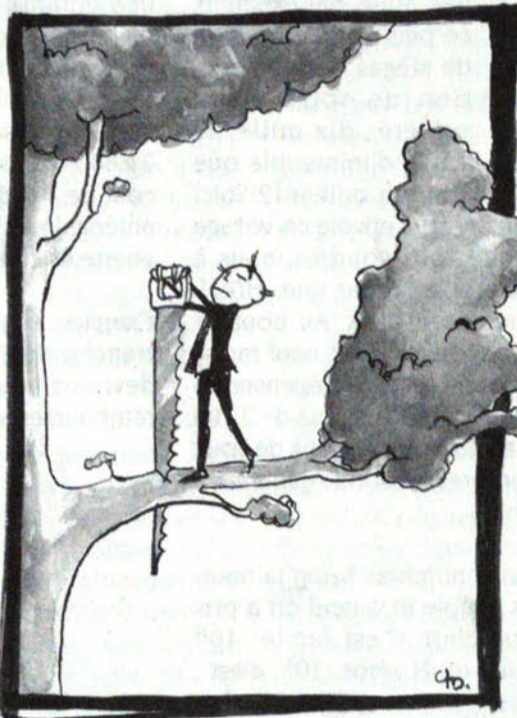
La règle est simple chaque participant dispose de cinq minutes pour défendre son mémoire suivi d'une période de 15 minutes de questions. À peine le temps de déballer son sac et de rentrer dans le vif du sujet. De plus, la commission commençait tout juste ses audiences publiques que nous apprenions que celle-ci n'aurait pas accès aux données chiffrées sur l'état de la forêt québécoise parce que des erreurs importantes se sont glissées dans le calcul de la capacité forestière (CPF). Ce calcul devait être fourni par la division relevant du ministre délégué à la Forêt et à la Faune, Pierre Corbeil. Cette modélisation permet de déterminer le taux de renouvellement de la forêt québécoise sans, « en principe », engendrer de déficit forestier.

La Commission Coulombe doit remettre son rapport en décembre prochain sans ces données essentielles. Plusieurs se doutent que si les données de coupe étaient révélées, le bilan pourrait confirmer que l'on coupe plus de bois au Québec que la forêt peut en produire.

Bidon ou pas...

Le pronostic sur les résultats de la commission est mitigé. Ainsi, sans les données sur la coupe, il est difficile d'accorder toute la crédibilité voulue au travail de celle-ci. Louis Bélanger, professeur en foresterie à l'Université Laval et responsable du secteur forêt pour l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UOCN) explique que le secteur forestier n'est pas soumis aux études d'impact et personne ne peut dire si les calculs de possibilités de coupe se font selon les règles, les

exploitants forestiers étant jusqu'à maintenant juges et parties. « C'est clair que les superficies de coupe ont augmenté. On va chercher le bois de plus en plus loin et on récolte des arbres de plus en plus petits. Cela va nous prendre une enquête générique du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour civiliser les pratiques forestières », soutient-il.



Les exploitants forestiers font la pluie et le beau temps depuis le milieu du XIX^e siècle dans la forêt québécoise sans qu'ils aient à rendre de compte. Leur principal objectif est de constamment réduire les coûts de production. On estime que 240 millions d'arbres sont coupés au Québec à chaque année, mais de quels arbres s'agit-il? On ne sait pas combien on prélève de mètres cubes de résineux, de feuillus, etc. Ces données permettraient de mieux connaître les dimensions économiques de notre forêt. « Un mètre cube de sapin ne vaut pas la même chose qu'un mètre cube de noyer », précise Luc Bouthillier, professeur en politique forestière de l'Université Laval.

Le nouveau « mantra » pour sauvegarder nos forêts est la triade: un tiers de la forêt

en conservation, un tiers en intensification des pratiques de coupe incluant le retour à l'utilisation des pesticides (interdits depuis plusieurs années) et le dernier tiers en aménagement écosystémique. Selon les écologistes, cette « Sainte-Trinité » n'est pas une formule miracle qui va freiner la surexploitation de la forêt.

Richard Desjardins, membre fondateur de l'Action boréale de l'Abittibi-Témiscamingue (ABAT) considère qu'avec les mesures de calculs approximatives que nous utilisons: « en 15 ans, nous nous sommes faits voler trois ans de coupe. Dans sept ou huit ans, nous n'aurons plus de forêts primaires si nous n'intervenons pas. » En lieu et place de la triade, Henri Jacob, du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et président de l'ABAT propose que le quart de la forêt soit protégé et que le reste soit exploité selon les normes de la bioforesterie.

Nous avons des exemples de bioforesterie au Québec. Notamment, la Forêt habitée de l'Aigle à Maniwaki qui, forte de 20 ans d'exploitation, compte plus d'arbres maintenant qu'à l'origine. Mais, les budgets sont coupés pour poursuivre ce type d'expérience sur d'autres territoires. De plus, notent les chercheurs et les écologistes, on laisse peu de place à l'étude des multiples usages de la forêt afin de diversifier les activités (faunique, récréotouristique, etc.) et instaurer un partenariat avec les collectivités régionales dans la gestion de la ressource.

Payant le secteur de la forêt? Cette année, le gouvernement empochera 337 millions de dollars et en reversera 346 millions en crédits aux forestiers pour des travaux effectués sur les terres publiques. Calcul rapide: le gouvernement est déficitaire de 9 millions. Que fait l'industrie forestière avec ces crédits? En majorité des sentiers de ski-doo et de 4X4. Ce qui fait s'exclamer Richard Desjardins: « on paie pour leur

donner notre bois ». Louis Bélanger s'insurge pour sa part du fait que, depuis des années, « on dénonce les problèmes en foresterie et on n'a pas le temps de travailler sur les solutions. » De plus, on sait peu de choses sur le système des redevances de crédits. Luc Bouthillier a voulu enquêter sur le sujet. Il s'est buté à des portes closes.

Aux arbres citoyens!

Malgré le fait que la Commission n'ait pas une très grande crédibilité aux yeux des écologistes, ils considèrent qu'il est essentiel d'y participer pour faire entendre un autre point de vue que celui de l'industrie. Luc Bouthillier soutient que si la Commission déclarait que le secteur forestier est mal en point, ce serait une victoire en soi. Cela changerait du discours officiel du « tout va bien dans la forêt québécoise ».

Notre forêt boréale est riche en biodiversité, nous la connaissons peu et plusieurs espèces sont menacées: 29 % des mammifères (dont le caribou des bois), 40 % des amphibiens et des reptiles, 50 % des chauves-souris et la majorité des rapaces, note Gaétane Boisseau, biologiste pour World Wildlife Fund (WWF) Canada.

Pour faire votre part pour la conservation de notre forêt, consultez le site Aux arbres citoyens¹ créé par une coalition écologiste composée du Fonds mondial pour la nature (WWF-Canada, du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), de la Société pour la nature et les parcs Canada (SNAP) et de l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UOCN). Ces groupes travaillent de concert pour la protection de la forêt boréale et l'importance de créer un réseau d'aires protégées au Québec. Le Québec ne compte que 3 % d'aires protégées alors que la moyenne à l'échelle mondiale est de 12 %.

1. www.auxarbrescitoyens.com

Pour connaître le calendrier des audiences de la Commission Coulombe: www.commission-foret.qc.ca

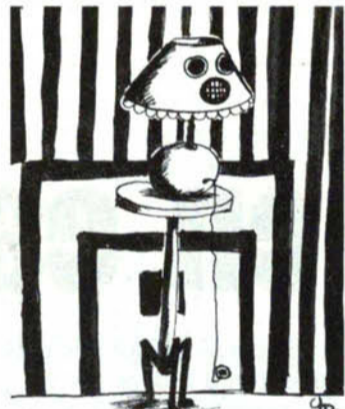
Décoration intérieure

Bernadette Chirac, femme du président français, de retour d'une rencontre à Moscou avec les Poutines:

« J'ai beaucoup complimenté Mme Poutine sur la décoration de sa maison, car, vous savez, je m'intéresse à ces questions-là. »

Et la dame s'empresse d'ajouter: « [Le] problème [de la Tchétchénie] est très présent à mon esprit, mais il ne m'est pas venu à l'idée d'aborder ce sujet. » (Libération, 13/05/04).

Quand même, les abat-jour en peau de Tchétchènes, ça a son charme...



La nouvelle « main invisible » selon Gilles Paquet

DANS SON PLUS RÉCENT **O**UVRAGE, le prof émérite de l'université d'Ottawa, Gilles Paquet, pose la thèse suivante: « Dans un monde où les ressources, le pouvoir et l'information-connaissance sont largement distribués entre plusieurs mains, personne ne peut plus imposer autocratiquement sa gouverne. » Pour lui, le pouvoir n'est plus hiérarchiquement vertical comme du temps où un Prince au pouvoir absolu, régnait du haut de sa tour pendant que le paysan au bas de l'appareil supportait péniblement le poids de cette pyramide. Il est plutôt « horizontal ou transversal », c'est-à-dire des relations de pouvoir plus diffusées et moins concentrées, davantage indépendantes et dont la coordination de l'ensemble est nommée « gouvernance ». À la différence du système gouvernemental, la gouvernance est pour Gilles Paquet cette réalité où « chaque citoyen est imbriqué dans une multitude de jeux sociaux, économiques, politiques, culturels, etc., [où] il n'y a plus de maître de jeu ».

C'est à travers les 239 pages de cet ouvrage que l'auteur analyse la coordination des différents pouvoirs au cœur de la société québécoise et par ricochet canadienne. Tel un horloger à l'œuvre, Paquet s'intéresse à une pluralité de mécanismes

et décisions névralgiques, il n'en ressort pas moins de l'ouvrage que cette vision partielle et naïve de notre système politique, ne tient pas suffisamment compte que derrière la similitude des choix qui s'offrent aux citoyens, que ce soit celui de l'information ou des biens de consommation, se cache une coterie de nababs bien en place dans leur tour d'ivoire et qui détiennent un pouvoir formidable. Comme le dit la boutade, plus une décision est importante, plus petit doit être le nombre de gens qui la prennent et le Canada ne fait pas exception à la règle.

L'analyse faite de chaque secteur de gouvernance a le mérite d'être synthétique et claire, les exemples et les études de cas étant bien choisis, les réflexions et même les remèdes aux « dérèglements sectoriels » étant fort pertinents.

Mais s'il y a impudence dans cet ouvrage, cela réside moins dans ce qui est présenté – à savoir l'analyse de quelques-uns des secteurs de la gouvernance, principalement canadienne – que dans l'effort qui est mis à nous faire croire à la non promiscuité des secteurs de cette gouvernance. De plus, même si l'auteur prend la peine de se défendre des éventuelles attaques provenant de ceux qui verraient en *Pathologies de gouvernance* une apologie des têtes dirigeantes de nos États que les déresponsabilise de leurs choix

et décisions névralgiques, il n'en ressort pas moins de l'ouvrage que cette vision partielle et naïve de notre système politique, ne tient pas suffisamment compte que derrière la similitude des choix qui s'offrent aux citoyens, que ce soit celui de l'information ou des biens de consommation, se cache une coterie de nababs bien en place dans leur tour d'ivoire et qui détiennent un pouvoir formidable. Comme le dit la boutade, plus une décision est importante, plus petit doit être le nombre de gens qui la prennent et le Canada ne fait pas exception à la règle.

À titre d'exemple, même s'il existe de nombreux journaux d'information au pays, il serait fort naïf de conclure à une diversité de leur contenu ou à une multitude de leurs possédants. Quand on sait que 97% des quotidiens québécois sont détenus par seulement deux joueurs (Québecor et Power Corp.), on peut remettre en question la thèse de monsieur Paquet selon laquelle « plus personne ne peut imposer sa gouverne autocratiquement ».

JEAN-FRANÇOIS MERCURE

Gilles Paquet, *Pathologies de gouvernance: Essais de technologie sociale*, Paris, Éditions Liber, 2004.

Révolutions

The Weakerthans reviennent pour une troisième fois avec « Reconstruction site » (Epitaph). Plus têtus que toujours à opérer des chansons revisitant le sens, les sens d'une utopie — la reconstruction in situ... On y parle de l'Antartique, de Michel Foucault, de miroirs. Musicalement, le quatuor de Winnipeg oscille entre punk alternatif (il y a bien un ex-Propagandi...) et folk introspectif.

The Evaporators se positionnent « Ripple rock » (Nard Wuar/Mint Records). Faussement série « Z », ces costumés qui punkent garage en guère plus d'une seconde (tout de même en 23 trash...), n'en ont pas moins des chevaux de bataille: I quit school, Cardboard brains, Telephone in shoe. Un chien dans le jeu de quilles au garde-à-vous!

RAMON VITESSE

Bulles explosives

Accros de Reggae (Albin Michel) de Ptiluc- celui-là même des rats Philos de Pacush Blues, Joan et Harty démarrent une encyclopédie BD sur les musiques populaires. Sans se prendre trop au sérieux, c'est bien documenté et même parfois critique même si l'aspect BD abuse des poncifs du genre en en enfumant les pages. Il y en a déjà un sur le rap et un autre sur le punk est prévu...

VALENTIN TARDI



Big Mike



« *The American people don't read.* » Allen Dulles, directeur de la CIA (1953-1961)

C'EST LA SAISON de Michael Moore. Alors que son dernier film *Fahrenheit 9/11* est primé à Cannes et son dernier livre, *Tous aux abris*, « cartonne » dans les librairies, ses éditeurs en profitent pour sortir en livre de poche ses opus précédents. Aussi amerloque qu'un BigMac, Moore s'attaque aux ratés du système capitaliste étatsunien en général et à George Bush en particulier, en exploitant les médias et le star system à son avantage. Il a le grand mérite de réussir à produire des oeuvres satiriques grand public, à la fois divertissantes et intelligentes.

Moore devrait être invité plus souvent comme expert aux émissions d'affaires publiques sur ABCNBCCBS. Car mettre le doigt sur les bobos du système pour l'améliorer, n'est-ce pas précisément ce que prétendent faire les experts des *think tanks* de droite qui pullulent dans ces émissions? Mais voilà qu'au contraire, The Walt Disney Co., qui devait distribuer *Fahrenheit 9/11*, vient d'annoncer qu'elle ne le fera pas pendant la campagne électorale. Tant que les dénonciations de Moore restent entre les couvertures d'un livre, elles demeurent confidentielles. « Les Américains ne lisent pas », aurait dit Allen Dulles à propos de certaines contradictions dans les conclusions du rapport de la Commission Warren sur l'assassinat de JFK.

Même si Moore ne nous apprend rien de nouveau, par exemple sur les relations entre la famille Bush, une dynastie pétrolière texane, et la famille Ben Laden, une dynastie pétrolière du Golfe persique, ces informations sont généralement complètement occultées par les médias nord-américains, les nôtres y compris. Quant au cinéma, la machine hollywoodienne a toujours été au service du Pentagone et vice-versa. L'usage de la torture par les soldats américains et la CIA comme « outil de travail » quotidien dans la « guerre au terrorisme » était déjà bien documenté. L'auteur de ces lignes a consacré un article au sujet, l'an dernier! Pourtant, ce n'est qu'aujourd'hui que le scandale éclate parce que les images apparaissent à la télévision. Napoléon prétendait déjà qu'il est inutile de censurer la presse, il suffit de retenir l'information assez longtemps pour que sa diffusion ne puisse plus rien changer aux événements. Les stratèges électoraux de Doublev sont bien conscients qu'en retardant la diffusion des images subversives de Moore, ils contrôlent ses idées.

JACQUES BOUCHARD

1. Torture Académie, *Le Couac*, avril 2003. Disponible sur Terre d'escalade: http://www.terredescalade.net/article.php3?id_article=267

Michael Moore, *Tous aux abris*, Boréal, Montréal 2004.
Mike contre-attaque, 10/18, Paris 2004.
Dégraissez-moi ça, *Petite ballade dans le cauchemar américain*, 10/18, Paris 2004.

IDéalisme en manque d'idées

UNE COUVERTURE d'un jaune horrible, un titre douteux: Génération IDéaliste (les deux majuscules ne sont pas une erreur mais ne me demandez pas pourquoi) et un bandeau pompeux: « Le livre avec lequel on bâtit un monde meilleur »; voilà ce qu'on ne peut pas reprocher à Sébastien Filiatrault et qu'il faut mettre au compte de Les Intouchables son éditeur. Tout le reste tombe sur les épaules du jeune essayiste, le poids est écrasant.

Ce n'est pas en leur disant de changer qu'on fait que nos citoyens changent, c'est en leurs proposant des nouvelles avenues plus invitantes.

Il semble être dans le vent chez Les Intouchables de commander des essais pseudomilitants à des inconnus. Rappelons Steve Proulx et son livre *Boycott* récemment commenté dans *Le Couac*. On en vient à voir de la récupération partout tant ces écrits peuvent descendre bas.

Est-il utile de dire d'un livre qui se targue de tracer un *Portrait de notre société* en 7 pages et de *Construire l'humanité* en 4, qu'il touche superficiellement des sujets extrêmement larges? S'il fallait encore le prouver, on soulignerait que l'auteur aborde les sujets suivants: l'information, l'éducation, l'art, la culture, l'économie, la politique, l'environnement, la science, la technologie, le travail, la famille, la mondialisation et la société civile; le tout en 154 pages.

Encore, si c'était un programme politique. On en connaît des programmes qui font bien pire que ça. Malheureusement, dans sa tentative de manifester générationnel Filiatrault ne se donne pas toute la force d'un *nous* qui parlerait au nom d'un parti. Son *nous* (sans cesse répété et souvent très impératif) englobe toute une génération, celle qui est présentement dans la vingtaine. Que doit-elle faire cette génération? En gros, changer de valeurs. Rien de moins, on sait bien qu'il n'y a pas plus déterminé par la volonté que des valeurs. Il est évident qu'il suffit d'écrire dans un livre « *changeons de valeurs* » et que ça se fera. Si au moins Sébastien Filiatrault parlait au je et venait nous raconter son expérience militante, s'il venait nous expliquer pourquoi lui veut agir ou comment il a réussi à changer de valeurs, on serait tenté de l'écouter.

Au contraire, il se sent non seulement obligé de nous dire quoi faire (et encore très rarement de façon précise) mais en plus il nous gave de lieux communs. Combien de fois par jour entend-t-on que « la politique c'est de la mardo », que la convergence nuit à l'information, que l'éducation est au service du privé et que l'économie et la science sont devenues des religions? Pourquoi nous répéter tout ça? Pourquoi ne pas proposer des idées pragmatiques et claires qui pourraient, elles, unir une génération? Ce n'est pas en leur disant de changer qu'on fait

que nos citoyens changent, c'est en leurs proposant des nouvelles avenues plus invitantes. Or fort peu (pour ne pas dire aucune) voie attrayante n'est clairement abordée.

À la fin de chaque chapitre, on trouve une liste de plogues de gens sympas mais très médiatisés. Pas besoin de grande recherche pour parler des chroniques de Léo-Paul Lauzon en économie, d'Équiterre en agriculture et de l'UFP en politique (seul cas cité d'ailleurs. À gauche, il n'y aurait donc que l'UFP? D'abord solidaire, SPQ-Libre, démocratie nouvelle... aucun intérêt?). Là aussi peu d'effort et aucune surprise.

Quand on ajoute à tout cela un style boiteux (qui nuit souvent à la bonne compréhension du texte) et un ton péremptoire, on a l'impression de relire un vieux travail de CÉGEP qui ne fait pas attention aux concepts utilisés (j'aimerais bien connaître sa définition de valeur), qui passe des énormités pour des évidences et qui tape sur tout sans cohérence. En lisant à la fin du dernier chapitre que « la nouvelle génération devra élaborer et promouvoir un nouveau projet politique... » on en vient à se demander si Sébastien Filiatrault n'aurait pas écrit ce livre pour conclure qu'il aurait dû en écrire un autre: une liste de constats généraux et de vœux pieux n'est pas un projet politique.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Sébastien Filiatrault, *Génération IDéaliste*, Les Intouchables, Montréal, 2004, 154 pages

Anti-guide de survie



BARBARA EHRENRICH, essayiste états-unienne, a fait quelque chose de remarquable. Provenant de la classe moyenne supérieure, Mme Ehrenreich, Ph. D., est allée se faire engager comme serveuse, femme de chambre dans un motel, femme de ménage dans une agence, aide dans un hospice et, finalement, comme

« associée » chez Wal-Mart à Minneapolis. Son but: essayer de vivre un mois dans chacune des trois villes choisies à l'aide de ses seuls revenus, soit entre 6 et 9 \$ de l'heure (dollars amerloques, bien sûr). Elle a parfois cumulé deux emplois pour réussir à s'en sortir. Dans ces emplois ne nécessitant pas de qualification, Ehrenreich a rencontré surtout des femmes, mal nourries, mal logées et souvent dépendantes d'un conjoint.

Une enquête comme celle-ci illustre à merveille le fait que la grande terre de liberté et de prospérité que sont les États-Unis repose sur une économie de l'esclavage. Esclavage des femmes, surtout. Ces *working poors* n'ont pas droit à l'aide de l'État et dépendent de leurs relations familiales et des entreprises qui les emploient. Ces dernières ont le pouvoir de les maintenir dans l'ignorance, de faire entrer dans leurs esprits des principes qui les feront refuser la syndicalisation et accepter leur « condition naturelle ». La corporation peut maintenir ses employés dans un état de survie perpétuelle, toujours à la porte du bonheur mais sans cesse recalés. Elle leur enlève toute envie et toute force de se révolter.

Décrocher un sous-emploi signifie abdiquer ses droits civiques pour ne pas crever de faim. Les processus d'embauche sont longs et complexes. Il faut déposer son formulaire. Attendre pour une convocation. Revenir pour l'entrevue. Aller pisser dans une bouteille parce que la plupart des grandes chaînes de détaillant demandent un test de dépistage anti-drogue. La plupart font aussi passer un test de personnalité. L'auteure montre à quel point ceux-ci servent plus à communiquer le code disciplinaire de l'entreprise qu'à mesurer la personnalité des postulants. Il faut enfin revenir pour de la formation et, souvent, engager des frais vestimentaires. Et votre première paye est retenue.

De plus en plus, les entreprises dressent leurs employés, les traitant comme des machines qui ne coûtent pas trop cher. En tant qu'aspirante femme de ménage, l'auteure a dû se taper des

vidéos sur les méthodes efficaces d'époussetage. Chez Wal-Mart, on lui assène la biographie du fondateur, ses valeurs patriotiques ainsi que des vidéos sur le vol. On dresse en effet les employés à ne pas « voler du temps » à la compagnie en faisant autre chose que travailler. On est surveillé quotidiennement, notre corps et notre volonté ne nous appartiennent plus lorsqu'ils sont entre les murs de la compagnie. Les effets personnels peuvent être fouillés, les horaires changés sans préavis, les heures plus ou moins comptées. Malgré les beaux principes du discours managérial, les employés sont toujours soumis à l'arbitraire et les syndicats sont absents dans ces secteurs économiques. La plupart des lois du travail ne sont pas respectées d'une façon ou d'une autre.

En plus, il se révèle impossible de vivre seule avec un revenu de 300 \$ par semaine. Si on ne dispose pas d'économies, il est impossible de louer un logement sans payer la caution d'un mois de loyer. On le peut encore moins quand la première paye des employés est systématiquement retenue comme caution. Au pays de la liberté c'est la suspicion qui règne. Il y a alors deux possibilités: vivre dans sa voiture (si on en a une) ou vivre en motel pour 200 à 300 \$ par semaine. Des familles entières vivent dans une chambre de motel. Ils n'ont pas droit à l'aide de l'État car le seuil de pauvreté aux États-Unis est calculé en fonction de la part des revenus consacrés à la nourriture. Or, cette part ne cesse de diminuer alors que celle accordée au logement ne cesse d'augmenter. Aujourd'hui une famille moyenne dépense 15 % de ses revenus en bouffe et autour de 40 % pour se loger.

À la fin de son enquête, l'auteure se demande comment ces femmes peuvent subir autant de pression psychologique et physique de façon continue. Elle s'émerveille pour sa part de ne pas être trop malade, elle qui a pourtant 30 ans de nourriture saine, de logement décent et de « mise en forme » derrière elle. Femme de ménage dans le Maine, elle décrit les repas de ses collègues: un demi-sachet de Doritos pour une — qui est enceinte, quelques biscottes pour une autre, rien pour la troisième car le bébé est malade et tout l'argent y passe. Certaines travaillent blessées. Plusieurs sont peu éduquées et croient que leur situation est naturelle et que c'est à elles de s'en sortir pour, un jour, avoir une belle maison, une piscine et... une femme de ménage.

MARCO SILVESTRO

Barbara Ehrenreich, *L'Amérique pauvre*, Comment ne pas survivre en travaillant, 2004, Paris: Éditions Grasset, 335 pages.

LE PARTI LIBERAL PRÉPARE LES ÉLECTIONS!!



Abonnez-vous à

UNION PAYSANNE
le journal

Un journal qui parle des vraies affaires... dans des mots que tout le monde comprend!



Nom _____

Organisme ou entreprise (s'il y a lieu) _____

Adresse _____

Localité _____ Code postal _____

Téléphone _____ Fax _____

Courriel _____

OUI, JE M'ABONNE! (34,50\$, taxes incluses)

N.B.: En devenant membre de l'Union paysanne, vous êtes automatiquement abonné au Journal. Appelez-nous pour davantage d'information! 418.492.7692

Complétez le formulaire, joignez le paiement et expédiez le tout à l'Union paysanne, le journal, 453, Principale, Saint-Germain-de-Kamouraska, Québec, G0L 3G0.

Une fois c't'un gars...

«L'humour est une chose trop sérieuse pour être confiée à des rigolos»

Marcel Gotlib

LE RIRE a toujours été un moyen de faire réfléchir. Dans certaines sociétés, l'humour est souvent le seul moyen d'expression possible pour la critique sociale. Le fou du roi avait la réputation d'être le seul «artiste» à pouvoir impunément critiquer le roi et sa cour. À une autre époque, un «humoriste» qui déplaisait à l'autorité risquait d'être décapité. Aujourd'hui, Louis Morissette risque tout au plus d'avoir à continuer à débiter ses jokes plates à Radio-Canada et à TQS.

Pourquoi l'humour québécois est-il devenu apolitique et insignifiant? Les humoristes sont le reflet de leur époque, écrit Robert Aird dans *L'histoire de l'humour au Québec, de 1945 à nos jours* (VLB éditeur, Montréal, 2004). Ceux de la Révolution tranquille défendaient un projet de société libérale et communautaire, alors qu'aujourd'hui nous vivons le triomphe du capitalisme sauvage, de la société de consommation et de l'individualisme. L'humour est devenu un produit de consommation de masse. «En l'absence d'un projet de société commun et face à une société pluraliste et fragmentée, [l'humoriste] fuit la confrontation pour mieux remplir sa salle», écrit Robert Aird.

Au début de la période de l'histoire de l'humour étudiée par

Aird se trouvait le burlesque. Les acteurs du burlesque improvisaient des sketches sur des canevas sommaires venus des États-Unis et adaptés en français. C'était un humour visuel de bastonnade (*slapstick*) se rapprochant de la *comedia dell'arte*, dans lequel le valet ridiculise le maître, l'épouse domine le mari et la fille veut épouser l'écu de son cœur plutôt que le veuf riche, âgé et bedonnant, choisi par ses parents. «On y retrouve le rejet de l'autorité et la contestation de l'ordre établi. [...] L'on assiste à un renversement des rôles dominés/dominants», écrit Aird.

Sous le règne de Duplessis et du clergé catholique, les personnages de gars *paquetés*, rendus célèbres par Olivier Guimond, servaient à exprimer des idées et des comportements «déviantes». Un gars saoul peut faire ou dire des choses qu'on n'accepterait pas d'un gars à jeûn.

Mais les *burlesquiers* ne s'attaquaient pas directement ni à l'autorité politique, ni au clergé. Ils visaient à être drôles et non à faire réfléchir. La première libération de l'humour a été sexuelle, si l'on peut dire. Les farces à double sens sur la sexualité ont été les premières à briser les tabous dans les cabarets, à la fin des années 1940. «Au cours des années 1950, Gilles Pellerin devient le premier grand monologuiste de la télévision québécoise», écrit Robert Aird. Avec Jacques

Normand, dont il était aussi le *straight man*, ils ont été les premiers humoristes issus du cabaret à s'inspirer de l'actualité et à s'attaquer aux politiciens. En passant du cabaret à la télévision, il ont fait entrer l'humour politique dans la culture populaire québécoise.

Mais ce sont Les Cyniques qui ont été les premiers à vraiment fesser dans le tas, en s'attaquant directement à l'autorité sous toutes ses formes. C'était avant l'ère du *politically correct*. Une bonne partie des gags des Cyniques serait aujourd'hui jugée raciste, sexiste ou homophobe (voir encadré). Les tapettes et les ethniques en prenaient plein la gueule, mais surtout, tout le monde y passait: politiciens, flics, journalistes, syndiqués et bien sûr le clergé qui s'accrochait au pinceau pendant qu'on lui enlevait l'échelle. Avec Les Cyniques, l'humour sort définitivement des cabarets fréquentés par un public d'ouvriers peu instruits, pour s'adresser à la classe moyenne et aux intellectuels. L'humour devient une chose sérieuse. C'est l'époque des Clémence DesRochers, Yvon Deschamps, Sol et autres, issus de la Révolution tranquille. C'est l'âge d'or de l'humour social et politique au Québec.

L'humour politique aurait commencé à décliner avec le référendum de 1980 et la crise économique de 1982. Les sketches télévisuels de Rock et Belles oreilles étaient encore des critiques sociales, bien qu'apolitiques. C'est avec le monde absurde de Claude «Petite vie» Meunier, que l'humour québécois se déconnecte complètement de la réalité socio-politique. L'humour qui

devrait être une arme contre le pouvoir subit un glissement progressif du public au privé, si l'on peut dire. Il ne sert plus à critiquer les personnalités publiques, mais à ridiculiser le «monde ordinaire» et à attaquer les assistés sociaux, par exemple. À ce titre, le personnage de Réjean (Marc Messier) dans *La Petite vie* est un exemple désolant de cet humour réactionnaire. C'est à ce moment qu'est arrivé Gilbert Rozon avec ses gros sabots. L'humour socialement et politiquement engagé est presque totalement disparu de l'espace public avec l'invasion des humoristes de l'usine *Juste pour rire*. L'humour est alors devenu une industrie et les *jokes* un produit de consommation de masse.

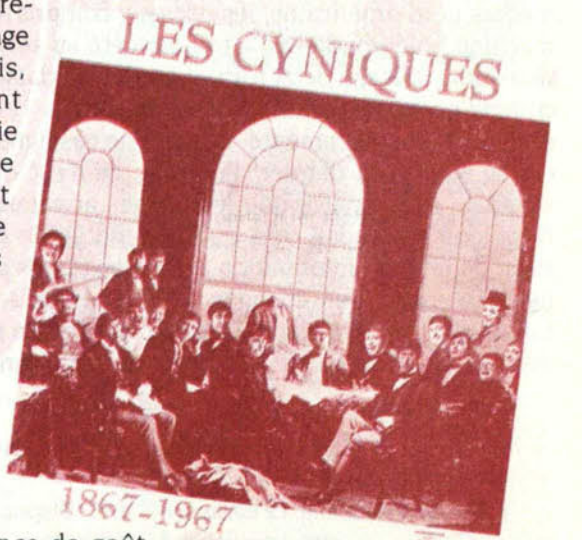
Dès lors, il répond aux mêmes impératifs commerciaux que le *junk food* et la musique de centre d'achats, dans laquelle des stars académiques béloquent des airs langoureux où amour rime avec toujours. Si l'humour est devenu omniprésent dans le «paysage culturel» québécois, il est totalement émasculé. L'industrie *Juste pour rire* est une machine qui produit des *jokers* en série comme d'autres produisent des saucisses. On y concocte un humour *P'tit Québec*, qui comme le fromage du même nom se caractérise avant tout par sa totale absence de goût particulier. Vous voulez rire mais les farces qui font réfléchir vous indisposent? Consommez les produits *Juste pour rire*, vous ne penserez à rien. L'usine Rozon est une arme de destruction massive de la culture. Pour plaire à plus de monde possible, il faut surtout chercher à déplaire à moins de monde possible, et surtout pas au pouvoir politique qui finance l'opération à coups de dizaines de millions.

Mais tout espoir n'est pas perdu, car une bande d'irréductibles humoristes engagés résistent à l'envahisseur. «Les Zapartistes font revivre à leur public l'ambiance chaleureuse et conviviale des boîtes à chanson», écrit Aird. [...] Leur humour cinglant et irrévérencieux constitue une charge sans pitié contre les inégalités, la destruction de l'environnement, le favoritisme politique, l'impérialisme états-unien, les multinationales, etc.» Geneviève Rochette, François



Parenteau, Frédéric Savard, Christian Vanasse et François Patenaude se sont rencontrés au café L'Aparté. Ils ont collaboré, avec d'autres, à créer un cabaret politique justement conçu pour pallier le manque de contenu social et politique dans l'humour.

Il faut croire que le spectacle qu'ils ont créé répond à un besoin car leur popularité ne cesse de grandir. À Montréal, ils jouent généralement à guichet fermé et ils accumulent les tournées en province. Ils seront au Spectrum le soir de la Saint-Jean-Baptiste avec Loco Locas, Polémil Bazar et les Charbonniers de l'enfer, entre autres. Avec d'autres combattants contre la farce plate, ils ont aussi créé le Festival *C'pas juste pour rire*, à l'intention



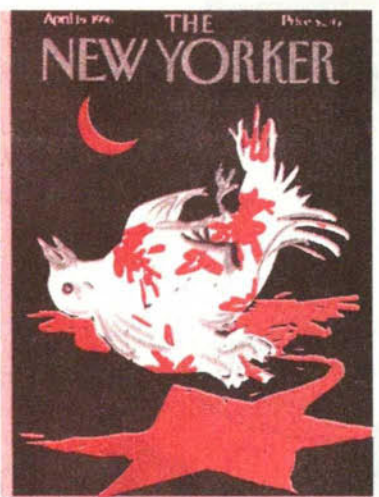
du public qui veut rire moins épais qu'au gros festival de Gilbert «Le Peloteur» Rozon. L'été dernier, ils ont élu domicile au café La Petite Gaule, dans le quartier Pointe Saint-Charles à Montréal. Ils devraient récidiver en juillet prochain.

Souhaitons pour la culture québécoise que la nouvelle génération d'humoristes engagés trouve le moyen de se reproduire.¹

JACQUES BOUCHARD

1. Dans les années 1940, sous Camilien Houde, il fut proposé au conseil municipal de Montréal d'acheter deux douzaines de gondoles pour les étangs de Parc Lafontaine. Un échevin de l'opposition aurait apostrophé le maire en ces termes: «Pourquoi en acheter deux douzaines? C'est du gaspillage! On n'a qu'à faire comme avec les canards. On achète un couple et ils vont se reproduire.»

Le pouvoir des images



En octobre 1996, pour faire pendant à un article sur les pourparlers de paix entre Clinton, Arafat et Netanyahu, Spiegelman dessine comme couverture une colombe morte et ensanglantée. La direction exige des modifications. Chaque gouttelette de sang fut négociée, jusqu'à ce qu'il ne reste que quelques gouttelettes rouges au bout de la queue du volatile.

ART SPIEGELMAN n'est sans doute pas le plus grand dessinateur à avoir illustré les couvertures du *New Yorker*. Mais, parce qu'il avait une plus grande conscience sociale et politique que ses confrères, il fut sûrement le plus controversé. L'artiste raconte cette expérience à la fois exaltante et éprouvante dans *Bons baisers de New York* (Flammarion, Paris 2003), un recueil des meilleures illustrations publiées ou refusées par le «vénéérable» magazine. Art Spiegelman est surtout connu pour les deux volumes de *Maus* (prix Pulitzer 1992), l'histoire d'horreur vécue par son père, un rescapé des camps de concentration nazis. Avec *Maus*, il a prouvé aux États-Unis qu'on pouvait dire des choses sérieuses avec des petits dessins. Il a donné ses lettres de noblesse au genre et ouvert la voie. Depuis, tout un marché s'est développé au pays de Doublev pour les romans pour adultes en bandes dessinées.

Avant d'être reconnu avec *Maus* et de pouvoir vivre de son art, Spiegelman a gagné sa croûte pendant 20 ans en dessinant des *cartoons* pour une compagnie de gomme *balloune*. Son style *underground* est tout à fait à l'opposé du graphisme suranné du *New Yorker*, un magazine «classe» né en 1925 pour faire la promotion des événements mondains de l'intelligentsia new-yorkaise. Le *New Yorker* «a toujours traité l'expérience vécue non en essayant de la comprendre, mais en prescrivant l'attitude à avoir envers elle. Cela permet d'avoir l'air intelligent sans avoir à penser...», écrit Spiegelman.

En 1992, le magazine est vendu et Tina Brown, une rédactrice en chef vedette, est «importée» d'Angleterre pour rajeunir le magazine. Elle engage Spiegelman.

Au cours des dix années que dure cette collaboration, plusieurs illustrations furent refusées par la direction, d'autres firent l'objet d'âpres négociations. «J'ai démissionné chaque mois ou presque pendant des années», écrit Spiegelman. Certains dessins publiés ont suscité des milliers de lettres de protestation et des centaines de résiliations d'abonnements. En voyant ces dessins, on ne peut que constater le conservatisme puritain des lecteurs du *New Yorker*. À force de controverse, la direction lui conseille de peindre des couvertures avant tout «plaisantes et agréables à regarder».

L'élection de Bush, «le coup d'État de 2000 [qui] a été un désastre pour le monde entier», et les attentats du 11 septembre 2001, qui firent s'abattre un lourd rideau de censure sur l'ensemble des médias étatsuniens, eurent raison de l'entêtement de Spiegelman à faire de la critique sociale en couverture du *New Yorker*. En 2002, il a démissionné, pour de bon cette fois. Depuis, il a produit *À l'ombre des tours mortes*, une BD à partir des événements du 11 septembre 2001, qui devrait paraître sous peu. On a bien hâte!

JACQUES BOUCHARD

Rions un peu avec Les Cyniques

Cochon
Jérôme Choquette, député d'Outremont! Les libéraux présenteraient un cochon dans Outremont, pis y s'rait élu!

C'est c'qu'ils ont fait!

Salubrité
Le FLO a procédé à l'enlèvement des ordures.
Les Cyniques, L'école de police

Épicurien
Les bonnes feuilles de tabac ne poussent qu'en serre.

Précipitations
À l'émission *Madame est servie*, appelée aussi *Le Club des varices*, une concubine a

réussi à manger 80 *Popsicles*. En recevant son prix de présence, elle a neigé dans ses culottes.

Tibia
J'ai eu une fracture du tibia, comme dans: «Attends-moué tibia tu vas tomber si chus pas là».

Visite au Parlement
En entrant au Parlement il y a le Café du Parlement, où les députés vont prendre, comme le nom l'indique, du café. Qu'ils prennent comme tout le monde, ordinairement double avec de la glace.

GILLES PELLERIN



Velo
ECO
CENTRIK

Vente et réparations

Mise au point printanière

24⁹⁵\$

Spéciaux sur modèles 2003

Dépositaire Norco
3251, St-Jacques O.
(514) 937-1860